

PARAÎT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
A FAIRE CIRCULER
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

TEL : 06 03 63 70 61

Sur Internet :
www.multimania.com/zone5

24 octobre 1999
N°79

CINQUIÈME ZONE

Aux lecteurs de Cinquième zone

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

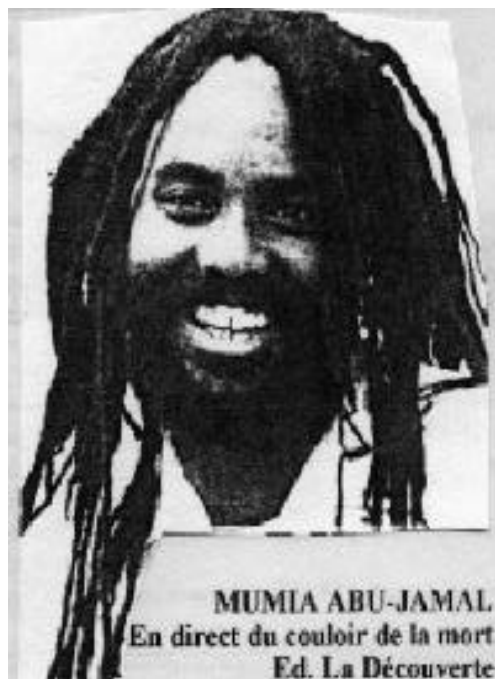
CET HOMME SERA ASSASSINE LE 2 DECEMBRE 1999 !

Il est l'un des 3565 condamnés (dont 50 femmes et 74 mineurs au moment des faits) qui attendent leur exécution dans les couloirs de la mort des pénitenciers américains. Mumia Abu-Jamal, ancien journaliste et militant des Black Panthers, est emprisonné depuis 17 ans. Il a été condamné à mort à l'issue d'un procès truqué pour le meurtre d'un policier de Philadelphie en décembre 1981. Aucune preuve n'a été trouvée contre lui, mais le président du tribunal, un ancien policier, surnommé le « roi du couloir de la mort », a obtenu sa condamnation : être noir et être militant sont des raisons suffisantes dans la « démocratie » américaine pour mériter la prison et la mort. Bien qu'Abu-Jamal n'ait jamais cessé de clamer son innocence et malgré les nombreuses protestations aux USA et dans le monde, les autorités américaines se sont toujours refusé à reconnaître son innocence ou même à rouvrir son procès. Toutes les voies de recours sont épuisées. Son exécution a été fixée au 2 décembre 1999.

Journaliste, porte-parole des Black Panthers, animateur d'une radio libre, Mumia Abu-Jamal, était appelé « *la voix des sans voix* ». Ses dénonciations de l'injustice sociale et du racisme dérangeaient. En 1978, l'ancien maire de Philadelphie l'avait menacé : « *Les gens croient ce que vous écrivez et faites. Cela doit cesser. Le jour viendra où vous serez tenu pour responsable* ». Ce jour est venu en 1981.

Le 2 décembre prochain, dans 38 jours, la « *voix des sans voix* » sera peut-être étouffée définitivement.

Les Etats-Unis ont une tradition de répression féroce contre tous ceux qui, aux USA même –et ailleurs– se révoltent contre la loi du fric et de l'exploitation, fondements du capitalisme dont ils sont le gendarme plébétaire. Exécution (en 1927) de Sacco et Vanzetti, deux militants anarchistes, mensongèrement accusés d'attaque à main armée, campagnes anti-communistes paranoïaques du Mac-Carthysme au début des années 50 (les époux Rosenberg furent passés à la chaise électrique parce qu'ils étaient communistes malgré une énorme campagne internationale), agression de syndicalistes ouvriers et de grévistes par des hommes de main et, à la fin des années 60, massacre méthodique par la police (« *légitime défense* » ! disait-elle) des dirigeants et militants Noirs américains. Les couches dirigeantes américaines et leur Etat ont la gâchette facile, légalement quand c'est possible, illégalement quand ça ne l'est pas ou quand il y a urgence. C'est aussi de cette tradition-là que Mumia



Abu-Jamal risque de mourir dans un mois. Il faut sauver Mumia ! Seule la pression internationale peut arrêter le compte à rebours. Une chaîne de solidarité doit se constituer pour empêcher cet assassinat. Il faut signer la pétition ci-dessous, la reproduire, la faire circuler, l'envoyer à l'Ambassade américaine, à Clinton (ou plus simplement l'adresser à Cinquième zone qui transmettra en bloc).

La vie de Mumia ne peut être sauvée que par la mobilisation de tous. A moins d'accepter d'être coupable de non assistance à personne en danger, il est des crimes qu'on ne peut pas laisser commettre....

Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir !

Je ne veux pas qu'il soit réhabilité 50 ans après son assassinat comme ce fut le cas pour Sacco et Vanzetti

**J'exige vie sauve, liberté et
justice pour Mumia.**

Nom, prénom :

Adresse :

Ville :

Signature :

Cette pétition sera transmise par Cinquième zone,
11, rue Salvador Allende, 92220 BAGNEUX

HAUT FONCTIONNAIRE, PREFET DE POLICE, MINISTRE ET COUPABLE DE CRIMES CONTRE L'HUMANITE

Maurice Papon a eu une vie bien remplie. Jeune haut-fonctionnaire à Bordeaux en 1943, il organise les rafles de milliers de juifs livrés aux nazis pour les gazer. Il poursuit ensuite brillamment sa carrière : Préfet en Algérie pendant la guerre d'Algérie, Préfet de Police lors du massacre de centaines d'Algériens à Paris en octobre 1961 et, pour finir Ministre de Giscard.

Il a fallu des années de combats juridiques et politiques pour qu'il soit enfin traduit devant un tribunal pour ses crimes contre l'humanité. Condamné à 10 ans de prison, il a disparu à la veille de la confirmation de son jugement ! Alors, spécialement doué pour la clandestinité et pour effacer ses traces, le Papon ? Pas du tout. Des centaines ou des milliers de gens dans les hautes couches de l'Etat connaissent son rôle à Bordeaux tout comme ceux qui voulaient savoir connaissent le sanglant épisode du massacre d'octobre 1961. Mais, dans ces milieux, on se serre les coudes, on s'entraide, on se passe des tuyaux pour déjouer les poursuites. C'est l'Etat.

On explique aux naïfs que l'Etat représente toute la société : c'est la postière, le Préfet, le prof, l'employé de la Sécu et le commissaire de police, l'égoutier et le haut-fonctionnaire. Ce n'est vrai que dans une petite mesure. Car parmi les fonctionnaire, tous n'ont pas les mêmes pouvoirs. Et certains d'entre eux sont chargés de défendre non pas « la société » comme ils disent mais l'ordre social, c'est à dire la façon dont elle est actuellement organisée.

Par tous les moyens quand il le faut. L'affaire Mumial Abu-Jamal le montre aux Etats-Unis. En France, c'est fondamentalement la même chose. Papon, haut fonctionnaire a défendu l'ordre du moment à Bordeaux, en Algérie ou à Paris, comme haut fonctionnaire, préfet ou ministre. Ils sont des centaines ou des milliers dans les hautes sphères de l'Etat à avoir, comme lui « fait leur devoir » en France et dans les colonies. Même quand ce devoir était de déporter, de torturer ou de massacrer.

Aussi, quand un pépin survient, quand la roue de l'histoire tourne un peu et que le « devoir » d'hier vient à être considéré comme criminel (ce qui s'est produit pour la déportation des juifs mais pas pour la torture et les massacres d'Algériens), l'Etat, (ces hauts fonctionnaires), traîne des pieds, renseigne, freine les procédures. Puis, quand la pression devient trop forte, ceux dont les crimes sont dévoilés sont lâchés et chacun prend la pose de celui qui n'aurait jamais fait ça.

FLINS (78), TOKYO, VILVORDE, MEME PATRON, MEME COMBAT

21 000 suppressions d'emplois et autant chez les sous-traitants. Le Japon est sous le choc après la publication des décisions de Renault pour sa filiale Nissan. Il s'agit de sauver l'entreprise disent les patrons de Renault-Nissan. En faisant crever ceux qui ont bâti leur fortune.

Le Japon, c'est loin ? Vu de Gennevilliers (92) ou des quartiers nord de Marseille (13), sans doute. Mais, vu du Conseil d'Administration de Renault (Boulogne-Billancourt (92) ce n'est pas plus loin que Flins ou Vilvorde (Belgique). Si pour sauver les profits il faut amputer la vie des salariés d'ici ou d'ailleurs, on taille ici et ailleurs. Les travailleurs sont de la viande à produire, à Flins à Vilvorde ou à Tokyo (Japon). Peu importe leur nom, leur origine, leur sexe ou leur nationalité. Et quand on les vire...

Il faut dire que la saloperie que font les patrons français aux travailleurs japonais est une saloperie. Qui ne concerne pas que les Japonais.

Les jeunes sont trop jeunes pour s'en souvenir. Mais qu'ils demandent à leurs parents. Pendant des années et des années, on leur a expliqué que le chômage, c'était à cause de la « concurrence japonaise ». Aujourd'hui, ce sont les patrons français qui licencient au Japon. Parole de patron, c'est parole de menteur.

Solidarité avec les travailleurs japonais contre les patrons français.



CINQUIEME ZONE SUR LES ONDES

Radio Fréquences-Paris-Plurielles (106.3) reçoit en direct des militants de *Cinquième zone* lundi 25 octobre de 19 heures à 20 heures.

Pourquoi *Cinquième zone* ? Qui y participe ? Est-ce que ça sert à quelque chose ? Et mille questions encore.

Cinquième zone : Que faire ?

Les "banlieues", les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et les services publics. Ils sont ceux où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus et qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Chômage, précarité, pauvreté, racisme, violence, sont les produits d'une société injuste qu'il faut combattre. Faut de quoi l'injustice et la misère seront le terreau des fanatismes.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, les jeunes en particulier, n'ont pas d'autre solution que de reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs. C'est par les armes de l'action

politique et syndicale que les générations passées avaient obtenu des améliorations. C'est en reprenant ces traditions de combat que nous enrayerons la spirale de la pauvreté.

Que faire avec *Cinquième zone* ?

D'abord le faire lire autour de soi, le reproduire, le distribuer à ceux qu'on estime. S'abonner.

Puis l'informer, donner son opinion en écrivant ou en laissant un message sur le répondeur ou le site Internet.

Le contacter, demander à en recevoir plusieurs exemplaires pour les distribuer.

Demander à participer aux réunions CZ. Et plus encore, si affinités...